HAL
open science

La mairie de Londres (Greater London Authority) : une dévolution de proximité

Timothy Whitton

To cite this version:

Timothy Whitton. La mairie de Londres (Greater London Authority) : une dévolution de proximité. Emmanuel Cherrier; Stéphane Guérard. La Régionalisation en Europe : regards croisés, Bruylant, pp. 215-238, 2014. hal-01923795

HAL Id: hal-01923795

https://hal.science/hal-01923795

Submitted on 15 Nov 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

RENCONTRES EUROPEENNES

LA RÉGIONALISATION EN EUROPE

REGARDS CROISÉS

SOUS LA DIRECTION DE
EMMANUEL CHERRIER ET STÉPHANE GUÉRARD

bruylant

La mairie de Londres (Greater London Authority) : une dévolution de proximité

Timothy Whitton

Dans la rubrique intitulée « *Devolution, strengthening the Union* » de son manifeste électoral de 1997, le *New Labour* de Tony Blair déclare très clairement son intention, dans l'hypothèse d'une victoire aux élections, de décentraliser le pouvoir vers l'Ecosse et le pays de Galles[1]. Selon le manifeste, la première étape de cette « dévolution » consistera en l'organisation de référendums dans ces deux pays afin de confirmer le soutien populaire à ce bouleversement profond dans la distribution du pouvoir politique au Royaume-Uni.

Plus loin dans le manifeste, après avoir indiqué vouloir doter les grandes villes de maires exécutifs, dans un court paragraphe consacré à Londres le *New Labour* confirme son souhait de demander aux Londoniens, également par voie référendaire, l'autorisation de créer une nouvelle instance centrale dans leur ville. En effet, depuis l'abandon en 1986 de tous les *Metropolitain Councils*, dont principalement le *Greater London Council* (*GLC*)[2], Londres se retrouve sans aucune instance disposant des pouvoirs nécessaires à l'organisation de projets pour l'ensemble de la capitale. Ce sont les trente-deux conseils municipaux des *boroughs* qui s'en chargent, mais les grands dossiers souffrent d'un manque criant de coordination centrale[3].

Cependant, le faible taux de participation au référendum à Londres traduit le manque d'intérêt des électeurs pour leurs différentes administrations locales. En revanche, la campagne organisée par le candidat indépendant, Ken Livingstone,

---

[1] *New Labour because Britain deserves better*, manifeste du New Labour, 1997.
[2] Le Conseil du Grand Londres.
[3] À cet égard, il est tout à fait possible que même avant sa victoire historique de 1997, Blair caressait l'espoir de voir les Jeux Olympiques attribués pour la troisième fois à Londres. Or, il est peu probable que le Comité International Olympique accorde les Jeux à une ville n'ayant pas la capacité de gérer toute la logistique d'un tel événement planétaire. Quoi qu'il en soit, l'engouement pour ce sujet dans la presse à la veille des élections législatives est palpable, voir par exemple « Lottery will help to fund Britain's bids », *The Times*, 4 mars 1997.

celui qui prétend vouloir défendre les intérêts des Londoniens plutôt que ceux d'un quelconque parti politique, rendra l'élection du premier magistrat de la capitale bien plus stimulante. Son action à la tête de la toute nouvelle mairie de Londres, la *Greater London Authority*, confirmera cette nouvelle tendance à cet échelon du pouvoir local de verser allègrement dans la politique « spectacle » où le personnage des candidats revêt autant d'importance – sinon plus – que leurs programmes respectifs.

Le projet phare de Livingstone, sa taxe « anti-embouteillages » contribue à sa deuxième victoire en 2004 – cette fois-ci en défendant les couleurs du Parti travailliste - et ses opposants se demandent bien s'ils pourront un jour lui trouver un adversaire de taille. C'est ainsi que la candidature de Boris Johnson, député conservateur et véritable célébrité des médias[4], trouve grâce aux yeux du Parti conservateur : sans avoir les compétences managériales requises pour gérer une grande ville, il pourra au moins battre Livingstone à son propre jeu et asseoir le pouvoir de David Cameron et de son parti dans la capitale.

Sa victoire en 2008 est autant due au travail effectué par son équipe de campagne qu'aux déboires de son adversaire et celle de 2012 l'oblige a effectué un véritable travail d'équilibriste entre les liens qu'il entretient avec le gouvernement central et donc la coalition, et ceux qu'il a noués avec les Londoniens. Il s'agit d'un travail d'artiste dont seules les célébrités semblent, pour l'instant du moins, détenir le secret.

I. - La mairie de Londres : une décentralisation pragmatique

Ayant eu toutes les peines du monde à se débarrasser de la frange trotskyste du parti[5], les Travaillistes, en pleine reconstruction après trois défaites

---

[4] Johnson participe régulièrement à l'émission humoristique *Have I Got News For You* qui oppose deux équipes censées commenter l'actualité en improvisant. À plusieurs reprises il est même l'animateur principal de l'émission. Voir : http://www.dailymotion.com/video/xrlvhv_hignfy-s24e06-boris-johnson-stephen-k-amos-clive-anderson_fun

[5] *The 'Loony left'*, la gauche "givrée".

électorales successives[6], se doivent d'aborder la création d'une nouvelle instance centrale dans la capitale avec la plus grande prudence. En effet, toute référence à l'époque où Ken Livingstone se servait de *City Hall* pour mettre en pratique sa propre version du socialisme municipal et narguer ouvertement les gouvernements de Mme Thatcher ne peut que mettre en péril le projet des modernisateurs au sein du parti qui cherchent à le rendre de nouveau éligible aux yeux de l'électorat.

C'est selon cette logique que dans le manifeste de 1992, les Travaillistes parlent avec force de la dévolution de pouvoirs vers l'Ecosse et le pays de Galles ainsi que vers les régions. Ils évoquent le déficit de démocratie à Londres et leur volonté, en cas de victoire aux élections législatives, de donner aux Londoniens le droit d'élire une toute nouvelle *Greater London Authority* ayant comme principale responsabilité l'amélioration de la qualité de vie dans la capitale[7]. Pour l'heure, ce sont surtout la gestion de l'urbanisme et du patrimoine immobilier ainsi que les projets culturels dans la capitale qui pâtissent de l'absence d'un organisme central capable d'agir au-delà des frontières de chaque *borough* (municipalité). En dépit des certitudes avancées en 1986, lors de la suppression du *Greater London Council* (*GLC*), il faut se rendre à l'évidence : aucun organisme privé n'a les épaules assez larges pour assumer de telles responsabilités[8]. Par ailleurs, il n'est que de voir l'organigramme de Londres pour comprendre le chemin complexe que doit emprunter, à l'époque, tout dossier impliquant plusieurs municipalités[9].

Suite à leur quatrième défaite en 1992, les Travaillistes entament une nouvelle période de modernisation sous l'autorité de John Smith qui a remplacé Neil Kinnock. Après son décès subit en mai 1994, c'est Tony Blair qui prend les

---

[6] En 1979, 1983 et 1987.

[7] *London is now the only European capital without the advantage of its own elected authority. Labour will give Londoners the right to elect a new Greater London Authority responsible for making London a better place to live and work.* « It's time to get Britain working again », manifeste du Parti travailliste, 1992.

[8] La suppression du *GLC* est racontée dans mon livre *Ken « le rouge » et la mairie de Londres : du* Greater London Council *à la* Greater London Authority, Paris : l'Harmattan, 2010, pp. 15-33.

[9] Cet organigramme se trouve à la fin de cet article.

commandes du parti et entreprend de le réformer en profondeur. Or, Blair sait pertinemment que pour accéder au pouvoir et réaliser les changements qui lui ouvriront la « troisième voie », il a besoin de renforcer l'emprise de son parti dans la capitale. Il s'agit non seulement d'emporter plus de sièges parlementaires à Londres mais surtout de rallier la presse londonienne à la nouvelle cause travailliste symbolisée par son nouveau nom, le *New Labour*. Cette stratégie passe essentiellement par une opération de séduction auprès de la presse traditionnellement méfiante vis-à-vis du travaillisme, dont le *Evening Standard*, quotidien londonien par excellence. Depuis la suppression du *GLC* en 1986, le *Evening Standard* se fait fort de dénoncer les dysfonctionnements dans l'infrastructure de la capitale tout en prévenant contre les nombreuses dérives que connut le *GLC* sous l'autorité de Ken Livingstone[10]. Selon le journal, même s'il est évident que Londres a besoin d'une instance centrale dotée des pouvoirs nécessaires à l'organisation de projets pour l'ensemble de la capitale, il n'est pas question de revenir au type de gouvernance qui, pendant les années quatre-vingt, était à l'origine d'une confrontation permanente entre le gouvernement central et le *GLC*. En effet, pour le *New Labour*, Livingstone et ses acolytes appartiennent bel et bien à une époque de son histoire récente que le parti aimerait consigner aux oubliettes.

Dans leur rapport intitulé *Working Together for London* publié en 1994, le *New Labour* évoque sa volonté de voir Londres de nouveau dotée d'une instance centrale mais insiste très clairement sur la nécessité absolue de ne plus verser dans l'organisation complexe de l'ancien *GLC* où le nombre pléthorique de comités et de sous-comités – tous financés par l'argent public – donnait le tournis. Si nouvelle instance il y a, elle sera de taille limitée et conformément au nouveau langage managérial du *New Labour*, fonctionnera selon un cahier des charges stricte impliquant des *stratégies* facilement identifiables. C'est ainsi que

[10] Voir par exemple, "London in limbo; no mayor...no minister...no GLC. A shrinking economy and a deteriorating infrastructure. The capital is at the crossroads with no clear way to go", *Evening Standard*, 11 mai 1992.

la *Greater London Authority* (*GLA*) se forge une place dans les projets politiques du *New Labour* et trouve grâce aux yeux des modernisateurs qui cherchent à reconstruire la crédibilité du parti. Le document reste toutefois vague quant aux responsabilités précises qui seront confiées à la *GLA*, sans doute délibérément, car le spectre de la confrontation entre gouvernement central et local n'est jamais loin. Pour le *New Labour*, il n'est pas question de s'engager dans une quelconque voie susceptible de compromettre ses chances de revenir au pouvoir : avant toutes choses il doit démontrer ses capacités à gouverner et à contrôler ses propres troupes.

Le document *A Voice for London*, publié au mois d'avril 1996, s'inscrit dans cette même logique: sans donner plus de précisions quant à la forme précise que prendra la *GLA*, ni à son mode de fonctionnement, le Parti travailliste s'en sert pour ouvrir une période de consultation de deux mois concernant son projet d'instaurer une nouvelle autorité centrale à Londres et s'engage avant toute chose à rendre à la capitale « la voix qui s'est éteinte »[11]. Y est indiquée également la volonté de clairement différencier les responsabilités des trente-deux municipalités et celles de la future *GLA* dont la mission principale sera de coordonner des projets qui concernent l'ensemble de la capitale. Une fois de plus, c'est le rôle hautement stratégique de la nouvelle *GLA* qui est mis en avant et ce, pour éviter les écueils du passé où c'est surtout le rôle politique du *GLC* qui faisait les manchettes de la presse.

Dans le manifeste travailliste de 1997, la rubrique concernant la nouvelle gouvernance de Londres suit celle consacrée à la « dévolution » où la création d'un parlement en Écosse et d'une assemblée au pays de Galles pourront, selon le *New Labour*, renforcer les liens au sein du Royaume-Uni. Pour Blair et les architectes du projet travailliste, cette dévolution n'est aucunement une étape vers un état fédéral mais doit être considérée comme un ajustement marginal du

[11] Pendant toute la campagne qui a précédé l'abandon du *GLC*, Margaret Thatcher accueillait avec mépris l'idée selon laquelle Londres avait une « voix ».

centre décisionnel à Westminster vers la périphérie du royaume. Pour Londres, il en va de même, mais cette dévolution de proximité va mettre en exergue la propension du *New Labour* à vouloir garder la mainmise sur l'ensemble de son projet politique.

II.- Livingstone versus « control freakery »

Dans les trois cas, l'Ecosse, Galles et Londres, le *New Labour* promet de recourir au référendum pour légitimer ses choix. Eu égard aux résultats des élections législatives de 1997 et le raz de marée travailliste, cette stratégie peut sembler exagérée, surtout à Londres où 57 des 74 députés font partie de la majorité. Or, il ne faut pas oublier la longue traversée du désert que viennent de vivre les travaillistes entre 1979 et 1997. L'envie de respecter leurs engagements coûte que coûte – rapidement baptisée *manifestoitis* - peut s'expliquer à la fois par une certaine frilosité politique après tant d'années passées sur les bancs réservés à l'Opposition de sa Majesté dans la Chambre des Communes. On peut également l'imputer à la volonté du parti de protéger sa crédibilité par delà les simples questions de programme : après tout, quelle meilleure caution pour un parti de gauche resté si longtemps loin du pouvoir que celle du peuple ?

Pendant qu'est organisé le référendum[12] sur la nouvelle *GLA*, le *New Labour* publie, au mois de juillet 1997, un Livre Vert intitulé *New Leadership for London* et entre autres choses y annonce que la nouvelle mairie sera « stratégique, démocratique, inclusive, efficace, petite, audible et consensuelle »[13]. La période de consultation doit durer trois mois mais ce n'est que huit mois plus tard que le Livre Blanc, un vrai résumé de la vision des nouveaux travaillistes d'une capitale « moderne », voit le jour[14]. Si au début le

---

[12] Pour un compte rendu du référendum à Londres voir mon article : « La pratique référendaire et la Mairie de Londres », *in*, 'La pratique référendaire dans les îles britanniques', *Revue Française de Civilisation Britannique*, Hors série n°2, été 2009, pp. 67-84.

[13] *New Leadership for London*, The Labour Party, 1997, p.3.

[14] *A Mayor and Assembly for London: the Government's Proposals for Modernising the Governance of London*, London, The Stationery Office, 1998, Cm. 3897.

New Labour avait clairement mis l'accent sur sa volonté de favoriser une représentation politique de proximité, il s'agit désormais de créer une instance centrale à Londres qui soit le reflet fidèle des valeurs au cœur du projet politique du parti. En première position figure la modernisation de l'appareil politique du pays et c'est ainsi que le socialisme municipal, tel que l'avaient promu Ken Livingstone et ses acolytes lorsqu'ils étaient au pouvoir au *GLC*, sera définitivement éradiqué faisant place nette à la troisième voie. Ainsi, la nouvelle *GLA* aura la responsabilité de certains services publics dans la capitale sans pour autant en assurer la gestion et encore moins la provision[15]. Comme prévu, son rôle sera surtout stratégique.

Le 7 mai 1998 la question suivante est posée aux Londoniens : « Êtes-vous favorable aux propositions du gouvernement concernant le conseil pour le Grand Londres constitué d'un maire élu directement et d'une assemblée élue séparément ? » [16]. Le taux de participation est faible, quelque 34%, mais la réponse sans appel, 72% des électeurs se déclarant favorable à la proposition du gouvernement[17]. Cela dit, les grandes formations politiques n'ont pas attendu ce résultat pour entamer la procédure de nomination de leurs candidats respectifs sachant à quel point il sera important d'avoir l'un des leurs à la tête de la nouvelle mairie de Londres[18]. Pour le *New Labour*, c'est l'ancien dirigeant du *GLC*, Ken Livingstone, qui, dès l'instant où la décision est prise de créer un maire exécutif, souhaite briguer le poste[19]. Mais Livingstone est trop *Old Labour*

---

[15] Il s'agit des domaines suivants : les transports, le développement économique, l'environnement, l'urbanisation, les forces de l'ordre, les sapeurs pompiers, la culture et la santé.

[16] *Are you in favour of the government's proposals for a Greater London Authority consisting of a directly elected mayor and a separately elected assembly*?

[17] La loi créant la *GLA* fait l'objet d'un texte deux fois plus volumineux que les deux lois réunies à l'origine du Parlement écossais et de l'assemblée galloise. Il s'agit du plus long texte de loi approuvé par le Parlement de Westminster depuis 1935 et reçoit l'assentiment royal au mois d'octobre 1999. Les pouvoirs du maire et des membres de l'assemblée sont élargis par la loi de 2007 sur la *GLA*.

[18] La course à la mairie de Londres est tellement rocambolesque qu'elle a fait l'objet d'un ouvrage de 279 pages. Voir D'ARCY Mark & MACLEAN Rory, *Nightmare: the race to become London's Mayor*, London: Politico's Publishing, 2000.

[19] Il s'agit là d'un véritable retournement de situation Livingstone ayant plusieurs fois par le passé publiquement déclaré son hostilité vis-à-vis un tel poste exécutif. Voir son intervention lors du débat parlementaire consacré à ce sujet : *Hansard*, 6 juin 1997, col. 717.

pour Blair et les apparatchiks du parti, et la confrontation devient rapidement inévitable.

Le *New Labour* estime que son Livre Blanc consacré à la *GLA* (*A Mayor and Assembly for London…* voir note 14) constitue son manifeste vis-à-vis de la gouvernance de Londres et que par conséquent les membres du parti doivent s'y conformer. Le point d'achoppement entre le *New Labour* et Livingstone concerne la création d'un partenariat entre les secteurs privé et public pour rénover le métro de Londres. Livingstone oppose à cet engagement celui du manifeste de 1997 où il est stipulé que pour réaliser son programme de rénovation du métro, le Parti travailliste garantira « le meilleur rapport qualité/prix aux contribuables et aux usagers ». Ainsi, l'ancien dirigeant du *GLC* s'engage dans un véritable bras de fer avec son propre parti et met en avant l'idée selon laquelle les intérêts de Londres et de ses habitants – et électeurs – ne coïncident pas forcément avec ceux du gouvernement central. La décentralisation du pouvoir ne doit pas être l'imposition depuis le bureau du Premier Ministre des stratégies du parti. Et d'ajouter que l'enjeu de la mairie de Londres va bien au-delà de la capitale, car elle peut être la pierre angulaire d'une stratégie nationale de décentralisation ouvrant la voie à une participation plus active des électeurs aux sphères décisionnelles qui les concernent. Ainsi, Livingstone revêt les habits du grand défenseur à la fois des Londoniens et d'une cause socialiste sachant qu'il pourra attirer la sympathie des électeurs assez friands de toute lutte « sociale » qui oppose David à Goliath.

Dès lors, tout est mis en œuvre par le *New Labour* pour écarter Livingstone de l'investiture travailliste au bénéfice de son candidat, Frank Dobson, Ministre de la Santé et proche de Tony Blair[20]. Malgré les pressions, y compris du Premier Ministre lui-même, Livingstone tient bon et propose sa candidature à l'investiture du parti. L'embarras est poignant au sein du *New Labour* étant

[20] Le récit de l'investiture travailliste se trouve dans mon article: « 'Nightmayor at City Hall', les coulisses d'une investiture, d'une élection et d'une réélection à Londres, *in*, Susan TROUVE, directrice de publication, *Les Coulisses du pouvoir*, Observatoire de la Société Britannique, n°6, juin 2008, pp. 199-206.

donné la popularité de Livingstone auprès de la base du parti, mais pour assurer la victoire de Dobson, un véritable simulacre de processus de sélection est organisé où davantage de poids est accordé aux votes bloqués des syndicats et organisations affiliées aux Parti travailliste[21]. Le 20 février 2000 Dobson est déclaré vainqueur et après une courte période de réflexion pendant laquelle la presse – y compris le *Evening Standard* - crie au scandale et tire à boulets rouges sur le *control freakery* de Blair[22], Livingstone annonce sa candidature indépendante au poste de maire de Londres :

> *J'ai été obligé de choisir entre le parti que j'aime et faire respecter les droits démocratiques des Londoniens. J'en ai conclu que pour défendre le principe selon lequel la ville de Londres a le droit de se gouverner elle-même, je me dois de me porter candidat indépendant aux élections pour choisir le maire de Londres le 4 mai*[23].

Il s'expose ainsi à la sanction suprême, et comme prévu est exclu du parti pour une période initialement établi à cinq ans. De cette manière, Livingstone entame bel et bien sa deuxième période de franc-tireur qui malgré tout va l'emmener à la plus haute marche de la ville pendant les huit prochaines années.

En effet, à partir du 3 avril, 2000, la campagne prend une toute autre allure lorsque Livingstone entre officiellement en lice puisque les projets des différents candidats sont relégués au deuxième plan loin derrière une personnalisation à outrance de la course à la mairie. Livingstone joue la carte de la provocation à bord de son bus mauve duquel il demande aux automobilistes londoniens de « donner un coup de Klaxon pour Ken ». Dobson, en revanche, est condamné à

---

[21] *Ibidem*.

[22] Voir par exemple "Go for it Ken says London: Standard poll makes him hot favourite to win if he stands alone", *Evening Standard*, 21 février, 2000 & "Livingstone's Campaign: They Seek him Here, They Seek him There, that Elusive Would-Be London Mayor", *The Independent*, 12 mars 2000.

[23] *The Independent*, 7 mars 2000. *I have been forced to choose between the party I love and upholding the democratic rights of Londoners. I have therefore concluded that defence of the principle of London's rights to govern itself requires that I stand as an independent candidate for London mayor on May 4*.

jouer le rôle du candidat « sérieux » ce qui renforce les craintes selon lesquelles choisir le candidat du *New Labour* reviendra forcément à accepter que la *GLA* joue le rôle de relais de la politique du gouvernement central. C'est ainsi, en tout cas, que Livingstone l'exprime dès la première page de son manifeste pour Londres :

> *Je suis candidat indépendant car je crois que le travail du maire sera de défendre les intérêts de Londres. Si les candidats et les choix politiques peuvent être imposés par le gouvernement central, alors la décentralisation s'en trouvera vidée de sens*[24].

La stratégie de l'indépendance par rapport au *New Labour* s'avère payante car le 4 mai, il est choisi par les Londoniens inscrits sur les registres des trente-deux municipalités et de la *City* pour être leur premier magistrat pendant les quatre prochaines années[25]. S'ajoute à cet affront pour le *New Labour* le constat que son propre candidat n'arrive qu'en troisième position derrière celui du Parti conservateur et à peine devant celui des libéraux-démocrates. Cette élection a été, en effet, l'occasion idéale pour l'électorat de la capitale d'infliger un vrai camouflet à Blair et toute son équipe pour avoir truqué le processus de sélection lors des primaires du parti. Mais par delà ce désaveu, on ne doit pas sous-estimer l'envie de l'électorat de sanctionner le *New Labour* plus globalement pour son arrogance et son penchant pour le contrôle qu'il souhaite exercer sur tous les échelons du parti. À force de vouloir faire taire les vieux démons des divisions internes du parti, le *New Labour* en avait créé d'autres.

---

[24] *I am standing as an independent candidate because I believe the job of the Mayor will be to stand up for London. If candidates and policies can be imposed centrally then devolution will mean nothing*.

[25] Le maire est choisi selon un mode d'élection dit « préférentiel ». Si aucun candidat n'obtient de majorité absolue, on comptabilise les autres choix opérés par l'électorat pour désigner un vainqueur. En 2000, le taux de participation est de 34% (1714162 bulletins validés) et après répartition des deuxièmes choix, Livingstone obtient 776427 voix contre 564137 pour le candidat du Parti conservateur, Steve Norris.

Il n'empêche que l'intérêt suscité par l'élection du maire a quelque peu confiné à l'ombre celle des vingt-cinq membres de l'assemblée de la *GLA* élus en même temps. Quatorze de ces membres sont élus par les Londoniens au suffrage uninominal dans les circonscriptions créées selon un découpage géographique de la capitale. Les onze autres sont élus par le biais d'un système proportionnel de liste et sont connus sous le nom de *Londonwide Members*[26]. Cette assemblée est essentiellement consultative et le plus gros de son travail consiste à surveiller les décisions prises par le maire et à lui demander des comptes. Toutefois, à la condition de réunir les deux tiers de ses membres, l'assemblée peut s'opposer au budget proposé par le maire, mais n'a aucun pouvoir pour le destituer. Son sort dépend exclusivement du résultat des urnes, tous les quatre ans.

Par ailleurs, deux fois par an dans un lieu différent à chaque fois, le maire et les membres de l'assemblée doivent répondre aux questions du public lors de séances baptisées *People's Question Time*. À son tour et environ une fois par mois, le maire doit répondre aux questions des membres de l'assemblée et du public lors de séances organisées à *City Hall* appelées *Mayor's Question Time*. Il convient d'ajouter que la *GLA* joue la carte de la transparence et se sert des moyens les plus modernes pour respecter cette consigne. Toutes les séances de questions sont disponibles en temps réel sur l'Internet, tout comme les autres réunions plénières du maire et de l'assemblée. Les archives ainsi que toute la documentation principale produite par la mairie traduite en plusieurs langues sont accessibles sur le site de la *GLA*[27]. La liberté de parole des membres de l'assemblée est totale, car selon une tradition instaurée par Livingstone, ils ne sont pas tenus à un quelconque droit de réserve.

---

[26] C'est la méthode d'Hondt qui est utilisée pour déterminer le nombre de sièges qui reviennent à chaque formation politique.

[27] Cette mesure est le reflet de la dimension multiculturelle de la capitale que le premier maire exécutif, Livingstone, a toujours voulu mettre en avant.

Le maire chapeaute la *GLA* qui comprend outre l'assemblée quatre organismes technico-politiques : *Transport for London*, la *London Development Agency*[28] chargée du développement économique de la capitale et notamment de l'urbanisme, la *Metropolitain Police Authority* sous la tutelle du ministre de l'Intérieur, et la *London Fire and Emergency Planning Authority* placée sous la tutelle du ministre des Transports. Le budget de la *GLA* est constitué à la fois d'un pourcentage de l'impôt local, appelé « *precept* », et de la subvention octroyée par le gouvernement central. La *GLA* est également autorisée à trouver des sources de financement propres et le nouveau maire va bientôt s'en prévaloir pour instaurer dans la capitale une mesure qui attirera les médias du monde entier. Par ailleurs, elle contribuera indéniablement à lui assurer un deuxième mandat à la tête de la mairie de Londres.

III - La taxe anti-embouteillage : le projet phare de Livingstone

Section 295 de la loi instaurant la *GLA* porte le titre « *Road User Charging* » et indique clairement la possibilité qui revient à la mairie de lever des fonds en appliquant une taxe aux utilisateurs du réseau routier de la capitale. Livingstone l'avait annoncé dans son programme et dès sa prise de fonctions, le 4 juillet 2000, réitère son engagement en promettant d'instaurer une taxe « anti-embouteillages » dans le centre ville[29]. Il en profite aussi pour de nouveau dénoncer le partenariat public/privé (*PPP*) que le gouvernement souhaite utiliser pour rénover le métro[30]. À coups de rapports contradictoires, s'engage, donc, un nouveau bras de fer entre le maire et le *New Labour*, car si Livingstone s'oppose au *PPP*, il a tout de même besoin de lancer un vaste programme de rénovation des transports en commun, véritable clé de voute de ses ambitions pour la capitale. Le maire sait que lors de l'introduction de la taxe anti-embouteillages,

[28] La *LDA* fut abolie en mars 2012.
[29] Appelée « congestion charge » en anglais.
[30] Le *PPP* est rapidement rebaptisé « partial privatisation project » par Livingstone et tous ceux qui souhaitent que les transports restent entre les mains du service public.

les transports en commun devront être capables de résorber le surcroît de passagers occasionné par le transfert escompté des automobilistes vers d'autres moyens de déplacements urbains, notamment les bus et les métros. Se greffe à ces considérations la réintégration de Livingstone dans les rangs du Parti travailliste de manière à lui permettre éventuellement de briguer un deuxième mandat sous ses couleurs.

Le *PPP* est de ces projets qu'affectionne tout particulièrement le *New Labour* : il combine la rigueur et la modernité censées marquer la rupture du nouveau Parti travailliste par rapport à l'ancien, tout en permettant un transfert en douceur de certains services publics vers le secteur privé. En effet, au terme des trente années de contrat, le métro, rénové et modernisé, devra revenir dans le giron de l'Etat ayant généré des richesses – et bien entendu de l'emploi - dans le secteur privé et assuré de nettes améliorations de service aux usagers. Par ailleurs, Blair et ses disciples savent que si le *PPP* s'avère être un succès pour rénover le métro de Londres, ils pourront s'en servir plus facilement pour moderniser de larges pans du secteur public.

C'est ainsi que Livingstone se retrouve pris entre plusieurs feux : tout en affichant son hostilité vis-à-vis du *PPP* il doit impérativement améliorer les transports en commun pour faciliter la mise en place de sa taxe anti-embouteillages. En effet, les Londoniens hésiteront à intégrer une telle mesure dans leur quotidien si d'emblée les transports sont surchargés ou si les problèmes techniques font les manchettes de la presse[31]. Ils seront par ailleurs déçus si leur champion courbe l'échine devant la machine néolibérale du *New Labour*. En revanche, si Livingstone voulait rentrer dans le rang, sa taxe trouverait aisément sa place au cœur du dispositif politique du *New Labour*, mais le maire se méfie avant tout des contrats labyrinthiques du *PPP* étalés sur

[31] À cet égard, le maire est soupçonné d'avoir ordonné la suspension de nombreux travaux sur le réseau routier pour faciliter la circulation pendant les premiers jours de la taxe anti-embouteillage. Par ailleurs, ce n'est un secret pour personne que la taxe entre en vigueur au début des vacances scolaires, période pendant laquelle la circulation est réduite.

une trentaine années, convaincu qu'ils sont faits pour enrichir les entrepreneurs du secteur privé et les avocats plutôt qu'à apporter de réelles améliorations dans les infrastructures de transports[32]. Surtout, en tant que premier magistrat de la ville, il dispose d'une tribune à la *GLA* de laquelle ses critiques sont bien plus audibles qu'avant étant donné la légitimité que lui confère son mandat.

Ainsi, l'avenir politique du maire dépend en grande partie de la réussite de la taxe anti-embouteillages : tout échec compromettrait sérieusement ses chances de poursuivre sa carrière à la tête de la *GLA*, ce qui pourrait bien arranger les affaires du *New Labour*. Toutefois, celui-ci est bien embarrassé par la taxe étant donné qu'elle est innovatrice, implique l'utilisation de technologies les plus modernes et forcément sera examinée à la loupe par les médias du monde entier friands de mesures qui permettent de réguler la circulation automobile au cœur des grandes agglomérations et donc d'y réduire la pollution. Le *New Labour* aimerait s'associer pleinement à ce dispositif mais l'exclusion de Livingstone de ses rangs l'en empêche. Toute modification de la sanction semble inenvisageable, à commencer par les réticences exprimées clairement par le *National Executive Council* (*NEC*). Il s'agit d'une pure coïncidence mais le 24 juillet 2002, jour de l'inauguration de City Hall, nouveaux locaux de la *GLA*, le *NEC*, l'organe suprême du parti, vote par 17 voix contre 13 contre la réintégration du « renégat ». Pour enfoncer le clou, le 7 novembre, Nicky Gavron reçoit l'investiture officielle du Parti travailliste : désormais, le succès de la taxe est plus que jamais la condition *sine qua non* pour Livingstone de briguer un deuxième mandat à Londres. C'est sans doute pour cette raison qu'à la fin du mois, la *GLA* fait savoir qu'elle abandonne toutes ses poursuites contre le gouvernement dans son projet de rénovation du métro et notamment la possibilité de porter l'affaire devant la cour de justice Européenne.

[32] Ces contrats sont généralement d'une complexité que seuls les cabinets de juristes sont capables de démêler ce qui peut entraîner des frais colossaux pour les partis concernés et notamment la *GLA*.

Une grande partie de la logistique liée à la « *congestion charge* » a été confiée à la compagnie *Capita*, responsable notamment du paiement de la taxe ainsi que du système complexe de vidéosurveillance qui permet de lire les plaques d'immatriculation des véhicules et détecter les infractions. Or, au fur et à mesure que l'entrée en vigueur de la taxe approche, le maire se retrouve de plus en plus isolé et dans la dernière ligne droite semble porter seul ce projet. Ainsi, c'est lui qui doit expliquer aux Londoniens que l'accident de métro à *Chancery Lane* le 26 janvier et la suspension temporaire du métro sur cette ligne ne sauraient retarder la mise en application de la taxe[33]. De la même manière il assume l'entière responsabilité de refuser la grande majorité des demandes de dérogations qui affluent à la *GLA*[34]. Mais comme à son habitude, Livingstone fait bonne figure face aux médias et le 17 février 2003, lorsque l'ensemble du système est activé, il comprend rapidement que son projet audacieux est un véritable succès pour la *GLA* et son maire exécutif. En dépit de quelques problèmes mineurs de fonctionnement[35], aucune des catastrophes prévues par ses adversaires ne se produit. Il reste à savoir, tout de même, si les £5 dont devront s'acquitter tous les automobilistes qui pénètrent dans le centre ville, sous peine d'une amende de £80[36], permettront à la *GLA* de dégager des bénéfices ou couvriront tout simplement les frais de fonctionnement. Dans le premier cas, la mairie pourra s'en servir, comme prévu, - et stipulé par la loi- pour améliorer les transports en commun. Dans le deuxième, en revanche, il sera légitime de s'interroger sur le bien-fondé de la mesure dont le seul bénéfice probable sera une réduction du trafic automobile dans le centre ville et par

[33] On avait demandé au maire de reporter l'entrée en vigueur de la taxe pour délester provisoirement les transports en commun, le temps d'effectuer les réparations nécessaires sur la ligne abimée.
[34] Les employés de Spitalfields Market qui embauchent avant l'ouverture des transports en commun se voient refuser une exonération même partielle de la taxe. Les bénévoles travaillant pour les Samaritains subissent le même sort.
[35] Il s'agit essentiellement de problèmes liés aux moyens de paiement de la taxe mis à la disposition des automobilistes.
[36] L'un des premiers contrevenants est le Premier ministre lui-même dont le véhicule personnel utilisé par l'employée qui s'occupe de ses jeunes enfants est repéré par les caméras de surveillance.

conséquent une meilleure qualité de l'air, mais au prix d'une surveillance très sophistiquée des automobilistes.

Sur un plan purement technique, de l'aveu général la taxe est un succès retentissant et les médias du monde entier sont présents pour en rendre compte. Au mois d'avril, lors de son point presse mensuel le Premier ministre Tony Blair fait l'éloge de la taxe et de tout le travail accompli par le maire de Londres. Livingstone règne de nouveau en maître absolu sur la capitale et le *New Labour* se voit acculé à trouver le moyen de le réintégrer avant la prochaine échéance électorale à Londres, un nouveau mandat qui en arrière plan aura la candidature de Londres à l'organisation des Jeux Olympiques de 2012.

IV - La mairie de Londres « olympique »

Grâce au succès de la taxe anti-embouteillages, le soutien à la candidature de Livingstone pour briguer un deuxième mandat à la tête de la *GLA* est massif alors que le *New Labour* se retrouve empêtré dans le scandale qui entoure la soi-disant falsification d'un rapport du gouvernement britannique sur la présence d'armes de destruction massive en Irak[37]. Plusieurs syndicats soutiennent officiellement sa candidature surtout lorsqu'au mois de juillet 2003, la responsabilité de *Transport for London* (TfL) est transférée à la *GLA.* Au mois de septembre, des sondages révèlent que Livingstone est considéré comme le personnage ayant le plus d'influence dans les services publics en Grande-Bretagne et qu'il sera réélu quel que soit son statut : indépendant, candidat du Parti travailliste, voire d'une autre formation politique.

Fort de ces informations, et malgré l'hostilité franche de certains membres importants du gouvernement, le *New Labour* décide de tout mettre en œuvre pour réintégrer Livingstone. Au terme d'âpres négociations, la candidate officielle, Nicky Gavron, accepte de retirer sa candidature et pour écourter

[37] David Kelly, expert en guerre biologique est retrouvé mort à proximité de son domicile. Kelly était le principal informateur d'Andrew Gilligan, journaliste à la BBC qui enquêtait sur les raisons qui ont conduit la Grande-Bretagne à entrer dans ce conflit aux côtés des Américains.

l'exclusion de cinq années, le *NEC* demande officiellement à Livingstone de bien vouloir accomplir une mission pour le compte du parti. Il s'agit d'une acrobatie politique assez rocambolesque mais John Prescott et Gordon Brown s'assoient sur leurs mains et le 7 janvier 2004, le maire de Londres est de nouveau membre du Parti travailliste, son parti de toujours. Mais compte tenu de l'impopularité relative du *New Labour*, le maire sortant minimise sa nouvelle affiliation politique. Il semblerait même que pour éviter d'être perçu comme le « maire de Blair », il renoue délibérément avec certaines déclarations intempestives sur des sujets n'ayant peu de liens avec son mandat[38]. Or, si l'électorat sanctionne le *New Labour* lors des élections locales et au niveau de la composition de l'assemblée de la *GLA*[39], Livingstone triomphe de nouveau à Londres, même si l'écart entre lui et son rival du Parti conservateur est moins prononcé qu'en 2000.

Au mois de novembre les cinq villes (Paris, Madrid, New York, Moscou et Londres) en lice pour organiser les Jeux Olympiques de 2012 présentent leur candidature et le maire de Londres est prié de surveiller son comportement pour ne pas effrayer le comité olympique. Livingstone n'a pas d'intérêt particulier pour le sport mais il sait pertinemment que l'organisation des Jeux implique une manne financière considérable et permettra à la mairie de rénover un quartier entier de la ville. Pourtant, ses récentes frasques concernant l'invitation à *City Hall* de Sheikh Yusuf al-Qaradawi, religieux très contesté en Europe et interdit de séjour aux États-Unis pour ces propos homophobes, ont de nouveau propulsé la *GLA* sur le devant de la scène médiatique alors que le comité olympique cherche avant toute chose à accorder l'organisation des Jeux à une ville dont le climat politique est propice à la mise en place de toute l'infrastructure nécessaire à cet événement planétaire. L'inquiétude est palpable au début de l'année

[38] Livingstone peste contre la famille royale saoudienne, le Premier ministre israélien ou encore Georges Bush, sa cible de prédilection. Néanmoins ce sont surtout ses propos au sujet des mouvements terroristes dans le monde qui étonnent l'opinion publique surtout suite à l'attentat du 11 mars à Madrid qui tue 191 personnes et en blesse des centaines d'autres.

[39] Afin de réduire le coût, les élections locales et les élections à la *GLA* sont organisées le même jour.

suivante lorsque suite à une soirée privée, le maire tient des propos très indélicats envers un journaliste de confession juive[40]. Il s'agit non seulement d'un moment clé pour la candidature aux JO de 2012 mais également d'une année d'élections législatives et le *New Labour* souhaite coûte que coûte maintenir les apparences de paix retrouvée avec l'administration locale à Londres.

Contrairement à d'autres dirigeants internationaux, juste avant la réunion du G20 en Écosse Tony Blair choisit de faire le déplacement à Singapour où le CIO doit siéger pour décider de l'attribution des Jeux de 2012. Sa stratégie d'effectuer un lobbying intensif de dernière minute auprès des membres indécis du CIO est couronnée de succès, car le 6 juillet 2005, le président du comité, Jacques Rogge, annonce que c'est la ville de Londres qui a été choisie[41]. L'euphorie est pourtant de courte durée puisque quelques heures plus tard, Londres est la cible d'attentats terroristes lors desquels cinquante-deux personnes perdent la vie et des centaines d'autres sont blessées comme pour rappeler que la sécurité devra nécessairement être au cœur de l'organisation des Jeux[42]. Une semaine plus tard Livingstone prend la parole lors d'un rassemblement à Trafalgar Square destiné à condamner la barbarie des terroristes et dans un de ses discours les plus émouvants, déclare sur un ton digne de Churchill que la ville multiculturelle de Londres saura faire face à de tels actes[43]. Pendant une courte période le maire assume la stature d'homme d'état et de nouveau au sommet de sa popularité semble bien placé pour ouvrir les Jeux sept années plus tard en tant que maire de Londres : ses rivaux ont beau chercher, ils n'ont tout simplement aucun candidat capable de le battre à son propre jeu, celui où la célébrité et la politique spectacle sont les vecteurs

---

[40] Les propos du maire vont déclencher un procès pour diffamation et la juridisation du dossier coûtera quelque £4 millions, de l'argent public il convient de signaler.
[41] Ce n'est un secret pour personne que les deux dernières villes en lice étaient Londres et Paris.
[42] Martine Wright, qui perd ses deux jambes lors de ces attentats, devient l'emblème du mouvement paralympique lors des JO de 2012 avec ses co-équipières de l'équipe nationale de volley « assis ».
[43] Pour écouter un extrait de ce discours : http://www.youtube.com/watch?v=6BSIBPsbL9c

privilégiés des programmes. Il leur faudra attendre la candidature d'Alexander de Pfeffel Johnson, député conservateur, pour que l'élection à la plus haute marche de la *GLA* soit une compétition entre « Boris » et « Ken ».

V - Boris versus Ken

L'attitude provocatrice de Livingstone peut s'expliquer en partie par l'absence manifeste d'un autre candidat en mesure de lui ravir sa place à la *GLA*, et au cours de son deuxième mandat, les exemples de cette attitude se multiplient : au mois de mars 2006 il s'en prend publiquement tour à tour aux frères Reuben, responsables du consortium chargé de construire le village olympique puis au personnel de l'ambassade américaine à Londres qui refuse de payer la taxe anti-embouteillages en invoquant le régime spécial dont bénéficient les diplomates. Le 10 avril 2006, lors d'une visite officielle à Beijing, le maire déclare devant les médias du monde entier que l'Angleterre devrait dresser son propre bilan du respect des droits de l'homme avant de s'en prendre à d'autres nations et cite le traitement réservé aux membres de l'*IRA*, aux aborigènes en Australie ou encore aux manifestants contre la *Poll Tax* à Londres. La visite de son ami Hugo Chavez en mai 2006 provoque également la plus grande consternation : le président vénézuélien est reçu en grande pompe à *City Hall* pour préparer un contrat rapidement baptisé « *brooms for oil* »[44] où la *GLA* accepte de mettre à la disposition de la municipalité de Caracas son expertise en matière de gestion urbaine contre du pétrole à bon marché. En février 2007, contre les avis négatifs formulés lors des consultations organisées à travers la capitale, la taxe anti-embouteillages est agrandie vers l'ouest. Ainsi, Livingstone donne de plus en plus l'impression de vouloir faire de Londres sa propre ville, et compte tenu de ses pouvoirs de nomination, de s'entourer à la *GLA* de ses amis proches afin de mettre en œuvre son propre projet politique pour la capitale.

[44] Des balais contre du pétrole.

Entretemps, et s'étant approché de plusieurs personnages bien connus du public - Greg Dyke, Lord Coe, Sir Digby-Jones, Lord Stevens, Nick Boles et Nick Ferrari – le Parti conservateur a fini par accepter la candidature de Boris Johnson, député de la circonscription de Henley-on-Thames. S'il ne gagne pas il pourra au moins ébranler les certitudes du maire sortant en lui livrant un combat politique sur son propre terrain. En effet, faute de grand projet pour la capitale étant donné que tous les yeux sont rivés sur l'échéance olympique de 2012, l'élection de 2008 va se jouer sur le potentiel des candidats à séduire et à ce jeu, Boris est à l'aise, fort de ses expériences dans les médias et notamment en tant que participant et animateur de l'émission *Have I Got News For You*[45]. Livingstone, en revanche, rompu au quotidien de la politique municipale et aux préoccupations de l'électorat, va devoir emmener son rival sur ce terrain pour montrer ses vraies compétences, car il a un bilan à défendre plus qu'un projet à proposer et ni *CrossRail*, ni le nouveau pont à péage sur la Tamise, ni le système de location de vélos ne suffiront à lui assurer un troisième mandat[46]. Par ailleurs, les gesticulations du « troisième homme », en l'occurrence Brian Paddick, le candidat des libéraux-démocrates qui espère proposer une alternative à cette rivalité entre les deux grandes formations politiques, ne seront jamais prises vraiment au sérieux par l'électorat.

Au mois de novembre 2007, à la tête d'une délégation d'une soixantaine de personnes, Livingstone ouvre deux bureaux à Delhi et à Mumbai censés assurer la promotion de Londres en Inde[47]. Cette décision déclenche une série d'investigations sur sa façon de gérer les finances de la capitale et les six mois qui précèdent les élections de 2008 voient Livingstone s'embourber de plus en plus dans des « affaires »[48]. Parallèlement, le stratège politique australien,

---

[45] Voir note 4.

[46] CrossRail est un projet de construction de ligne ferroviaire à grande vitesse qui doit relier la ville de Shenfied à l'est de la capitale, à Maidenhead à l'ouest.

[47] Ces deux bureaux seront fermés par son successeur.

[48] Le 23 janvier 2008, l'une des adjointes de Livingstone, Rosemary Emodi est contrainte de démissionner suite à des révélations concernant le financement de vacances passées dans un établissement très luxueux au Nigéria. Peu de temps après, soupçonné d'abus de pouvoir c'est au tour de Lee Jasper, le bras droit de Livingstone de

Lynton Crosby, prend en main la campagne de Johnson et concentre tous les efforts du parti dans les banlieues éloignées du centre ville, là où l'électorat a l'habitude d'exprimer sa préférence pour le Parti conservateur. Crosby a compris que cette fois-ci, l'élection à la mairie peut être gagnée selon les clivages politiques traditionnels et qu'il ne suffira pas de personnaliser la campagne à outrance pour l'emporter. À cet égard, le slogan du candidat Johnson résume à lui tout seul ce qui semble caractériser l'élection de 2008 : *Time for a Change*. À force de considérer que Londres est « sa » ville, Livingstone s'est éloigné de son électorat de base et son sobriquet « *our Ken* » a commencé à sonner un peu creux : d'une certaine manière pour de nombreux Londoniens, « Ken » n'est plus l'un des leurs. S'ajoute à ce désenchantement la campagne menée sans relâche par le journal londonien l'*Evening Standard* destiné à déstabiliser le camp de Livingstone. Les révélations faites par le quotidien sur la déontologie du premier magistrat de Londres sont si alarmantes que même lors de la séance hebdomadaire de questions au Premier ministre dans la Chambre des Communes, David Cameron se dit obligé de demander à Gordon Brown de rendre des compte sur les agissements du maire de Londres[49].

Le duel très médiatisé entre Johnson et Livingstone est sans aucun doute à l'origine d'un taux de participation supérieur de 10% par rapport à l'élection de 2004. Malgré tous les efforts du camp de Livingstone pour souligner le manque d'expérience de son rival et son incompétence avérée en matière de gestion des grandes agglomérations[50], l'électorat préfère le changement en accordant, après le deuxième tour, 53,2% de leurs voix au candidat du Parti conservateur. Il est indéniable que Livingstone laisse une empreinte très personnelle sur la gestion de Londres mais à force d'outrepasser le mandat pour lequel il a été élu, à force de donner l'impression de privilégier les minorités au détriment de la majorité, à

---

démissionner. Par ailleurs, on accuse le maire de « prêter » les locaux de la *GLA* à certaines associations avec lesquelles il entretient des liens privilégiés.

[49] *Hansard*, 5 mars, 2008, col. 1740.

[50] Le 6 avril, lors d'une confrontation télévisée entre les trois principaux candidats, Johnson est incapable de chiffrer son projet de faire revenir les bus à étage dans les rues de Londres.

force de négliger son devoir d'écoute, le changement est apparu comme le seul moyen pour Londres de s'affranchir de son emprise. Mais Livingstone n'a pas dit son dernier mot et malgré sa défaite caresse l'espoir de reconquérir le pouvoir en 2012, son dernier combat politique.

VI - Ken versus Boris et la coalition

Boris Johnson connait des débuts difficiles avec plusieurs démissions au sein de son équipe pendant les six premiers mois de son mandat, période qui n'est pas sans rappeler, bien entendu, les derniers temps de son prédécesseur. Par ailleurs, tandis que Livingstone avait bénéficié d'une situation économique relativement favorable pour lancer la plupart de ses projets, la lune de miel politique de Johnson est rapidement écourtée lorsqu'il annonce des hausses de tarifs dans les transports en commun. Pourtant, c'est précisément dans le domaine de l'économie où Johnson va pouvoir marquer sa différence par rapport à son parti en déclarant que Londres peut servir de modèle économique pour tout le pays. En filigrane, on retrouve son désir de diriger le Parti conservateur, ce qui explique en partie l'antagonisme « fraternel » entre le maire et David Cameron[51].

Fort de son statut particulier au sein du Parti conservateur, Johnson verse allègrement dans la politique spectacle lors des congrès annuels, tout en affirmant à la tribune que les Conservateurs doivent se méfier d'une fiscalité qui pénaliserait l'activité financière de la *City*[52]. Or, les élections législatives de 2010 approchent à grands pas et les Conservateurs doivent impérativement éviter l'image d'être le parti des riches, surtout pendant une période où ils essaient de promouvoir leur vision de la « Big Society » alors que la crise financière impose une rigueur à tous les niveaux. À cet effet, le taux

---

[51] Voir : « Keeping it in the family. Cameron aide send Mafia threat to Johnson", *The Times*, 20 octobre 2009. Leurs parcours ont de nombreux points en commun puisqu'ils ont tous les deux fréquenté l'école d'Eton puis l'université d'Oxford.

[52] "Why Plutocrats still love Downing Street", *The Observer*, 5 octobre 2008 et surtout "Britain needs the London 'leper colony', Boris tells Tory conference", *The Telegraph*, 5 octobre 2009.

d'imposition de 50% sur les revenus au-dessus de £150 000 proposé par le Chancelier Alistair Darling n'est pas décrié par les Conservateurs à commencer par Cameron et le Chancelier « fantôme », Georges Osborne. Johnson, en revanche, se pose tout en excentricité en chantre audacieux de l'économie libérale et s'emploie à défendre la spécificité financière de Londres[53]. S'il prend fait et cause pour les riches banquiers qui partent à l'étranger afin d'y trouver un régime fiscal plus favorable, il sait que cela plaît à la base conservatrice mais ne compromet pas son statut de maire de Londres[54]. Le travail de terrain qu'il effectue auprès des Londoniens est suffisant pour faire oublier certains de ses excès et sa célébrité lui permet d'incarner une veine populiste au sein d'un mouvement qui n'a jamais vraiment su s'affranchir de ses origines aristocratiques.

Les élections législatives de 2010 obligent les Conservateurs à créer une coalition avec les libéraux-démocrates et dès sa prise de pouvoir, David Cameron, nommé Premier ministre par la Reine d'Angleterre, annonce des coupes budgétaires drastiques. Ayant reçu l'investiture travailliste le 24 septembre 2010[55], Livingstone s'enfonce dans cette brèche et renoue avec ses vieilles habitudes où il utilisait son mandat au *GLC* pour affronter le gouvernement central. En effet, ses premières déclarations concernent le rôle que pourra jouer la *GLA* sous sa houlette pour s'opposer aux coupes budgétaires décidées par le gouvernement. Pour fragiliser la candidature de Johnson, Livingstone doit l'associer le plus étroitement possible avec la coalition et pour y parvenir il annonce sans ambages que pour « évincer Cameron, Clegg et Osborne, il convient de mettre Johnson à la porte »[56].

---

[53] Voir : Gimson, A., *Boris. The Rise of Boris Johnson*, Simon & Schuster, 2008, pour une biographie complète de Johnson.
[54] "Flight of fancy? Property upturn undermines Johnson's warning of financiers quitting London", *The Observer*, 17 janvier 2010.
[55] La jeune Oona King reçoit 31% des voix et Livingstone 69%.
[56] http://www.telegraph.co.uk/news/newsvideo/uk-politics-video/8022467/Ken-Livingstone-is-Labours-London-Mayoral-candidate.html consulté le 26/01/2013.

Cameron sait que la perte de la mairie de Londres en 2012 pourrait sérieusement compromettre la carrière politique de son plus grand rival, celui qui selon la rumeur se tient prêt à diriger le parti en cas de besoin. Mais sa joie en observant l'humiliation de Johnson serait de courte durée étant donné que la *GLA* est une pièce maitresse dans son dispositif politique où le conservatisme moderne doit côtoyer le conservatisme métropolitain. Pour sa part, Johnson est contraint d'occuper une sorte de *nomansland* politique quelque part entre l'entente cordiale avec le gouvernement central censée assurée une manne financière généreuse à la mairie et la défiance qui doit caractériser tout maire de Londres en quête d'un vrai statut politique[57]. Cependant, ce deuxième mandat pâtît singulièrement de l'absence d'un vrai projet phare pour la capitale, et ce n'est ni l'interdiction de consommer l'alcool dans les transports en commun, ni la promesse d'abandonner les bus articulés, ni la mise à disposition du public des « Boris bikes » qui feront oublier la taxe anti-embouteillages de Livingstone[58]. Néanmoins, une chose est certaine : la réussite de l'organisation des JO sera un facteur déterminant pour l'électorat lorsqu'il choisira le maire de Londres en 2012.

Conclusion

Tout comme en 2008, la course pour devenir le premier magistrat de Londres en 2012 s'est jouée entre Ken Livingstone et Boris Johnson, avec Brian Paddick, comme à son habitude, dans le rôle du troisième homme. La candidature de Johnson a sans aucun doute bénéficié de l'optimisme ambiant dû aux JO, mais une fois de plus, la machine électorale du Parti conservateur a su aller chercher les voix dans les banlieues et municipalités plus excentrées, là où l'électorat est moins sensible à la personnalisation des combats politiques et reste plutôt fidèle à ses convictions traditionnelles.

---

[57] Livingstone s'est retrouvé dans une situation similaire en 2004 mais avait déjà l'habitude de défier son parti.
[58] Le système de Boris Bikes est calqué sur le système français parisien « Vélib ».

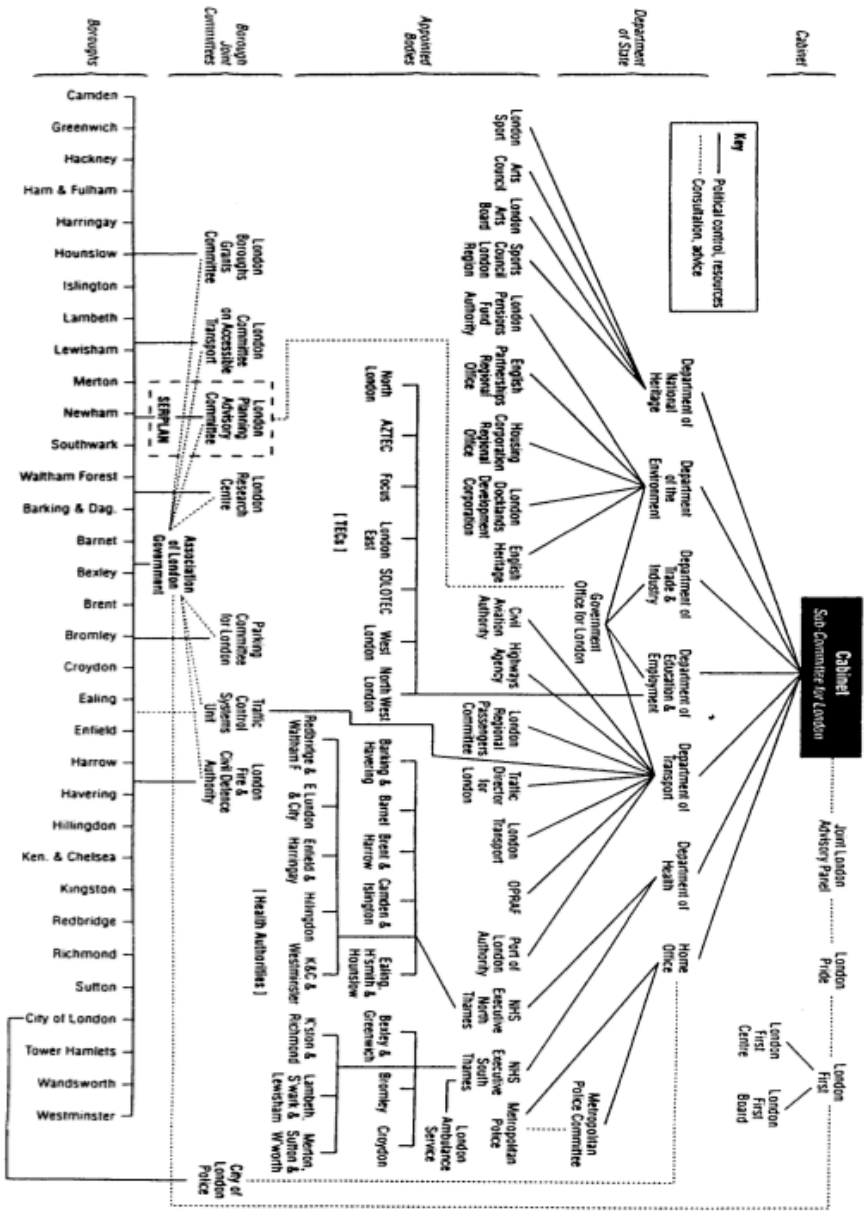
L'équipe de Livingstone, pour sa part, a su réduire l'écart enregistré en 2008 à tel point que pendant le comptage des voix, sa victoire semblait possible, surtout que partout ailleurs sur le territoire national, le Parti travailliste était en train de reprendre de nombreux conseils municipaux à ses adversaires[59]. La composition de l'assemblée de la *GLA* s'en retrouve également modifiée avec la perte de deux sièges pour le Parti conservateur. Il s'agit d'un vote sanction par rapport à la politique d'austérité menée par David Cameron mais également par rapport à la coalition qui a obligé les libéraux-démocrates à renier certaines de leurs promesses électorales, à commencer par l'instauration de frais de scolarité élevés dans l'enseignement supérieur[60].

Mais par delà la rivalité entre les deux grandes formations politiques, « Ken » et « Boris » ont créé un précédent que tout candidat au poste de premier magistrat de Londres devra prendre en considération s'il souhaite améliorer ses chances de gagner. Ils ont tous deux reconnu et assumé la spécificité du rôle de maire de Londres et de la personnalisation de la course qui mène à la plus haute marche de la *GLA*. Ainsi, les Londoniens sont désormais habitués à avoir un maire franc tireur capable de gérer une relation compliquée avec son parti politique national en même temps qu'une bonne proximité avec son électorat local. À bon entendeur car sinon, cette dévolution de proximité sera vidée de son sens et ressemblera plus à un relais du pouvoir central qu'à une administration locale digne de ce nom.

[59] Le résultat final est 51,5% pour Johnson contre 48,5% pour Livingstone.
[60] *Tuition fees*.

Annexe I

L'organisation de la gouvernance de Londres 1986-2000



Source : Tony Travers & Georges Jones, *The New Government of London*, York, Joseph Rowntree Foundation, 1997, p.11.

LA RÉGIONALISATION EN EUROPE

La régionalisation en Europe : mythe politique ou réalité territoriale stratégique ? La régionalisation, en Europe, est un thème promu par l'Union européenne, en partie, à travers sa politique de cohésion territoriale. Reste à savoir si cet objectif politique rencontre la réalité territoriale des États-membres de l'Union européenne.

L'ouvrage y répond à travers des réflexions générales, comparatives, autant réflexives qu'interrogatives, à l'occasion de la présentation d'exemples concrets de régionalisation européens couvrant dix États européens.

Les exemples régionaux – actuels ou à venir – allemand, belge, espagnol, français, irlandais, lituanien, tchèque, roumain, slovaque ainsi que britanniques (avec des éclairages particuliers sur l'Ecosse et le Pays-de Galles) sont évoqués, de manière tant analytique et positive que, parfois, critique.

Cette réflexion sur la régionalisation vise autant à interroger comparativement les exemples fédéraux et unitaires (classiquement) régionalisés, que les enjeux financiers et politiques d'un tel processus. Sachant que le cadre de la construction européenne et le contexte de la politique européenne régionale donnent désormais une dimension politique et stratégique à ce mode d'organisation territoriale.

L'ouvrage s'adresse aux cadres et aux dirigeants, ainsi qu'aux agents publics d'État européens et locaux spécialisés en droit des collectivités locales voire en gestion publique en droit constitutionnel, ainsi qu'en droit des institutions administratives, ou encore, en droit matériel européen.

Sous la direction de Emmanuel Cherrier, directeur de l'IPAG de Valenciennes, maître de conférences en science politique, enseignant-chercheur et de Stéphane Guérard, maître de conférences, habilité à diriger des thèses et des mémoires, en droit public, chef de projet OLA (*Observatory on Local Autonomy*).

L'ouvrage rassemble les contributions de Dana Alexandru, Aurélien Antoine, Algirdas Astrauskas, Benjamin Audoye, Emil Bălan, Pierre Belebenie, Jean-François Boudet, Irène Bouhadana, Mark Callanan, Edwige Camp, Koenraad de Ceuninck, Emmanuel Cherrier, Frédéric Delaneuville, Franck Durand, Alexandre Fauquette, Petru Filip, Jean-Philippe Fons, François-Xavier Fort, Deirdre Frost, William Gilles, Stéphane Guérard, Chris Himsworth, Didier Lhomme, Pádraig Maguire, Ludmila Malikova, Ronan Murphy, Nathalie Noupadja, Brendan O'Keeffe, Rodica Narcisa Petrescu, Virginie Priac, Guillaume Protière, Hanan Qazbir, Aodh Quinlivan, Herwig Reynaert, Ana-Rodica Staiculescu, Adrian Stoica, Kamil Svec, Xavier Volmerange et Timothy Whitton.

couverture Catuch-Sydaine & partners

REGEURL
ISBN : 978-2-8027-4695-9

9 782802 746959

bruylant
www.bruylant.be • www.stradalex.com